

Désobéissance civile ?

Article rédigé par *Constance Prazel*, le 25 septembre 2020

Après une deuxième, voire une troisième ou une quatrième vague d'annonces anxiogènes, le couperet est tombé mercredi au soir par la bouche du ministre de la Santé, Olivier Véran : durcissement des mesures de lutte contre le coronavirus, en particulier dans la région d'Aix-Marseille, où les bars et restaurants se voient condamnés à baisser le rideau, mais aussi dans tout un ensemble de grandes villes où les établissements recevant du public, bars et restaurants, comme salles des fêtes ou de sport, sont frappés de nouvelles restrictions, au gré d'exclusions sans logique et de fantaisies gouvernementales.

Cette fois, la grogne monte et se renforce, et il semblerait que la population renâcle quelque peu à obtempérer. Alors même que les chiffres de la mortalité restent globalement dérisoires, d'autant que l'opacité règne sur leurs méthodes de calcul, l'économie française s'apprêterait à retenir, une fois de plus son souffle ? Pour certains, c'est plus qu'il n'est possible de supporter. **Une économie ne se fait pas uniquement à coups de chiffres abstraits, elle s'incarne dans des personnes, dans des existences brisées, chaque semaine plus nombreuses, démunies parce qu'on leur enlève les moyens de leur subsistance, et non en raison de la maladie.** Tant d'entrepreneurs, tant d'indépendants ont crû à une possible reprise, et alors que la dynamique de la rentrée commençait tout juste à reprendre, tout va s'effondrer à nouveau, sur ordre gouvernemental. Comment comprendre, comment accepter ?

Le chiffon rouge, écarlate ou cramoisi qu'ils agitent reste toujours le même : il faut éviter l'engorgement, la saturation des structures hospitalières. Alors l'Etat préfère dépenser des centaines de millions, pour ne pas dire des dizaines de milliards, pour bloquer l'économie, afin d'empêcher cette fameuse saturation : ne serait-il pas plus simple et plus opérant d'utiliser un peu, si peu, de ces montants faramineux, pour garantir que le système hospitalier puisse amortir le choc et accueillir les patients, mais que la vie continue de tourner ?

On nous objectera que la mobilité d'un budget public d'un secteur à un autre ne se fait pas ainsi, aussi facilement, d'un claquement de doigt... **Le bon sens s'insurge et pense différemment, et le bon sens est incontestablement la chose qui manque le plus à nos gouvernants actuels.** La vérité est que nos « dirigeants » sont totalement déconnectés et hors-sol, économiquement et humainement : nous le disons depuis des années, mais une situation de crise comme celle que nous traversons actuellement rend cela plus que patent. Ainsi, Jean Castex explique, lors de son passage sur France 2, je cite, « qu'il n'est pas question que les entreprises subissent les conséquences des nouvelles mesures ». Belle déclaration de principe ! Mais encore ? Il promet une enveloppe de 10 000 euros aux restaurateurs. Mais qu'est-ce que cela représente, dans le concret de la profession ? 10 000 euros : pour une brasserie moyenne sur le port de Marseille avec plusieurs employés, c'est une somme qui permet à peine de compenser le chiffre d'affaires sur un ou deux jours. Cette somme est jetée comme une bourse en l'air, sans que les tâcherons de cabinets ministériels qui ont soumis l'idée sachent exactement à quoi elle peut bien correspondre.

Quoi qu'il en soit, les solutions proposées manifestent de manière certaine l'incapacité du gouvernement à penser autrement qu'en termes de socialisation de l'économie.

Cette fois, la révolte gronde plus sérieusement et la fronde s'organise. Renaud Muselier, président de la région Provence, a déposé un référé liberté contre la mesure gouvernementale. Le vice-président de l'Union des métiers de la restauration à Nice appelle à ne pas fermer à 22h comme il est demandé. Les patrons d'établissements jettent leurs clefs au sol. Le mot d'ordre #DésobéissanceCivile monte progressivement dans les tendances, tandis que d'autres acteurs économiques appellent à mettre sous séquestre les sommes dues à l'Etat ou à faire la grève de l'impôt.

Certains esprits chagrins ont tendance à fustiger la mollesse, l'encaisse démesurée et la passivité de nos compatriotes. **Quand le portefeuille commence à être durement touché, la résistance revient – enfin – à l'ordre du jour** : bien des voies restent à explorer pour pousser ce gouvernement inique dans ses retranchements. Faisons preuve d'inventivité !

Constance Prazel